

DE LA NOTION D'EXPLOITATION AGRICOLE

A L'ECHEC DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

EN MILIEU MELANESIEN

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 22676 ex 1

Cpte : B

Cette communication présente les conclusions d'une étude menée par l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer sur diverses opérations de développement, à la demande de la Direction des Services Ruraux de la Nouvelle-Calédonie. Pour une documentation plus complète sur le sujet, on se reportera aux travaux que J.M. KOHLER et P. PILLON, sociologues ORSTOM, ont entrepris sur la dynamique sociale du milieu mélanésien de Nouvelle-Calédonie.

1. - Un constat d'échec

Une analyse critique des actions techniques menées en vue du développement rural oblige à constater que nombre d'entre elles se soldent par des échecs, ou se réduisent à des opérations ponctuelles d'accroissement de la production, n'ayant que des effets limités sur les conditions générales de l'évolution sociale.

Cet insuccès des programmes de développement résulte parfois d'erreurs strictement techniques ; mais dans ce cas, et lorsqu'un diagnostic juste intervient à temps, il est généralement aisé de remédier à la situation. Plus fréquemment, c'est un manque de motivation des populations rurales qui est présenté comme étant à l'origine des échecs en matière de développement ; et le remède proposé consisterait alors à renforcer les structures d'encadrement chargées de faire accepter les projets techniques. Dans cette optique, le problème des motivations est conçu en termes de psychologie individuelle extrapolés au milieu social, ce qui permet d'ignorer le problème majeur de l'adéquation des programmes de développement aux pratiques sociales dominantes dans le milieu concerné. Mais dans la mesure où elle se développe à partir de présupposés étrangers à ce milieu, sans prendre en considération les particularités structurelles et idéologiques de l'environnement social, cette tentative d'explication est sans portée.

En fait, la société mélanésienne fonctionne selon une rationalité différente de celle habituellement postulée dans les plans d'intervention élaborés par les organismes techniques, et c'est l'ignorance des écarts et des contradictions entre ces deux rationalités qui constitue le principal facteur d'échec des programmes de développement.

2. - Une conception erronée des rapports sociaux régissant les Mélanésiens : l'exploitation agricole.

Les projets de développement rural sont le plus souvent élaborés en fonction d'une conception de l'exploitation agricole qui est indûment transposée de l'agriculture occidentale au milieu mélanésien, ou plus généralement d'une agriculture d'économie de marché à une agriculture dominée par des rapports sociaux non marchands. Ces projets postulent implicitement un type de relation à la terre, au travail, et aux produits du travail, construit sur le modèle des rapports sociaux capitalistes. Il s'agit là d'un vice initial rédhibitoire. L'analyse des pratiques sociales montre en effet que le régime des terres, la nature des relations sociales, l'éclatement des groupes de production selon les activités, et l'organisation de la distribution ne correspondent pas au concept d'exploitation agricole qui sert de référence à la plupart des programmes de développement. Dès lors, les calculs et les projections relatifs aux superficies à mettre en culture, à l'organisation du travail et au temps de travail, au comportement économique des producteurs et de leurs dépendants (notamment pour la distribution des produits et pour l'investissement), sont-ils en porte-à-faux, et orientent-ils les interventions techniques vers des impasses. Le support des projets comme leurs objectifs étant définis de manière inadéquate, les populations et les Services Techniques ne parlent pas la même langue, tout en utilisant les mêmes mots pour désigner des réalités différentes ; et dans la pratique, ces pseudo-partenaires du développement recourent à des stratégies divergentes, voire contradictoires, pour atteindre les objectifs distincts qui leur sont propres. Avant de vouloir imposer une transformation du système de production en place, il apparaît indispensable de le prendre en compte tel qu'il est ; et d'abord d'en prendre la mesure exacte à travers une approche anthropologique approfondie. C'est là un préalable à toute entreprise de développement en milie

rural mélanésien.

La rationalité de l'organisation sociale non marchande n'est généralement pas perçue ; et l'absence de cette référence permet, en s'appuyant sur les transformations induites par les rapports marchands, de présenter les pratiques sociales anciennes et actuelles de manière à ce qu'elles correspondent formellement aux catégories de l'économie capitaliste. La recherche du salariat, la commercialisation de produits agricoles, les modifications survenues dans certaines sphères sociales (groupes domestiques, relations à la terre, par exemple), sont sollicitées pour servir de justification empirique à une analyse uniquement menée en termes d'économie marchande. En conséquence, c'est l'ensemble du processus de transformation des rapports sociaux non marchands par le rapport capitaliste qui ne peut pas être correctement saisi. Parce qu'il cultive, le Mélanésien est d'emblée considéré comme un "paysan", à la tête d'une "exploitation agricole", voire d'une "plantation". "Chef d'exploitation", il est secondé par des "aides agricoles" ; et cette "exploitation" est centrée sur la famille conjugale, au niveau de la production et de la consommation. Le cultivateur mélanésien étant "propriétaire" ou "co-propriétaire" de ses terres, le rapport à la production se fait sur le mode du "faire valoir direct", voire du "métayage" ou du "régime mixte" (faire-valoir direct et métayage). Enfin, parce qu'il a de plus en plus de besoins monétaires, on prête au cultivateur des motivations et des stratégies économiques qui lui sont étrangères.

La mise en évidence de la rationalité propre à la formation sociale non marchande, et de son irréductibilité aux rapports sociaux capitalistes (qui régissent l'exploitation agricole), passe par l'analyse de divers secteurs du champ social du milieu mélanésien : celui de l'unité domestique qui renvoie à l'identification des unités de production, celui de l'organisation de la production qu'il convient de réintégrer dans les circuits plus larges des activités cérémonielles et villageoises, celui de la circulation des produits du travail, illustration particulière d'une circulation généralisée dont la production ne peut être détachée, et celui de l'accès à la terre qui participe de cette circulation. Dans aucun de ces secteurs, les rapports sociaux ne se confondent avec ceux qui organisent l'exploitation agricole de l'économie de marché.

Dans la formation sociale mélanésienne de Nouvelle-Calédonie, non marchande et caractérisée par une faible division sociale du travail,

ce ne sont pas les rapports économiques, mais les rapports de parenté, qui fonctionnent en tant que rapport social dominant. Ce sont ces derniers qui organisent la circulation des produits, de la main-d'oeuvre, des terres et des droits de culture, des noms, des femmes, et des autres individus, entre les lignages. Ni la production ni le don ne sont orientés par la valeur d'échange, individus et groupes se contentant d'une équivalence à terme. Bien que la culture de l'igname soit valorisée, la production n'est jamais considérée comme une fin en soi, mais en tant que support des relations que les groupes entretiennent entre eux. Si le don confère le prestige, le système social à chefferie de Nouvelle-Calédonie n'organise pas la compétition sociale à travers une accumulation économique et sa redistribution. Contrairement à ce qui peut être observé dans les formations capitalistes, le groupe domestique, constitué d'une famille élargie, est à considérer comme l'unité de production de base, de préférence à la cellule conjugale, et ce malgré l'autonomie de cette dernière qui assure ses propres cultures. Cela ressort aussi bien du contrôle exercé sur la terre et l'utilisation des ressources (consommation), que des relations de coopération quotidiennes unissant les membres de ce groupe. Mais ces rapports sociaux hérités de la formation sociale précoloniale sont soumis à la pression de la formation sociale capitaliste. Et dans le cadre des rapports de force existant entre ces deux types de formations sociales, le développement s'identifie aux processus de transformation globalement commandés par la formation sociale capitaliste. Il est dès lors prévisible que la subordination des rapports sociaux non marchands aux rapports sociaux capitalistes induira à terme l'élimination des premiers, ainsi que celle des formations sociales dont elles relèvent. Toutefois, si l'extension du rapport capitaliste tend à transformer les conditions sociales de la production et l'ensemble des relations sociales, rien n'autorise à conclure que cette évolution est d'ores et déjà achevée, ni par conséquent à concevoir les processus de développement sur la base d'une telle conclusion. En fait, les Mélanésien se maintiennent dans de nombreuses relations qui relèvent des rapports sociaux précoloniaux. Seule l'analyse de ces rapports et celle de leur relation aux rapports capitalistes peuvent expliquer l'actuelle configuration des rapports sociaux dans ce milieu.

3. - Ambiguïté de la notion de développement et démarche ethnocentrique.

La notion de développement est généralement présentée comme essentiellement technique, neutre au regard des rapports sociaux : le développement ne se ramènerait qu'à un accroissement des capacités techniques et de la production, qu'il serait possible de définir en dehors de tout contexte social. Tel n'est cependant pas le cas. Quel que soit le système social en place, la production ne saurait être séparée des rapports sociaux qui la structurent. Elle sert dans un même mouvement à la reproduction biologique et sociale des individus, et à la reproduction de l'ensemble de l'organisation sociale. En même temps, le système social conditionne les possibilités de production et leur accroissement. La question des rapports sociaux est donc centrale dans le cadre de toute problématique de l'accroissement des capacités techniques et de la production. L'ignorer peut servir de support à deux positions opposées, qui balisent le champ de l'analyse des opérations de développement.

La première de ces positions consiste à parler de développement en passant sous silence la question des rapports de production et de la répartition des produits du travail : le développement bénéficierait également à tous les individus du corps social et serait de ce fait désirable en soi. Cette conception est celle que véhicule le discours dominant, qui concourt à la reproduction des rapports sociaux en place. C'est ce type de discours qui est le plus fréquemment utilisé à propos des opérations de développement, aussi bien par les instances administratives que, pour des raisons différentes, par les techniciens. A l'inverse, ignorant que la production se constitue à travers les structures sociales, et que les systèmes sociaux se situent de ce fait différemment par rapport aux possibilités de développement technologique et d'accroissement de la production, la seconde position postule, en termes transculturels, l'égalité abstraite de modèles sociaux isolés de tout contexte historique. L'accroissement des capacités relèverait d'un choix qu'il serait tout aussi légitime d'entériner que de rejeter.

Si les données de base concernant le système social mélanésien sont méconnues dans le cadre des programmes de développement, ce n'est pas dû à une ignorance fortuite ; mais il s'agit d'une méconnaissance caractérisée, qui renvoie à une certaine conception du développement. Celle-ci repose sur l'idée qu'il n'existe qu'une seule rationalité économique, et qu'il est possible de rendre compte des relations économiques des différentes formations sociales par les concepts de l'économie capitaliste. Ainsi, créditée a priori d'une rationalité universelle, la formation sociale capitaliste est implicitement considérée comme une norme suffisante pour concevoir et mettre en oeuvre les programmes de développement. Les formations sociales non marchandes ne seraient qu'une forme non développée des formations marchandes. Insérées dans une perspective évolutionniste, leur logique interne les appellerait à actualiser leurs potentialités en évoluant "naturellement" vers la formation capitaliste, qui serait leur forme achevée. Les formations sociales non marchandes n'ont dès lors plus lieu d'être étudiées et prises en compte en tant que telles ; et pour expliquer les difficultés du changement social, il ne reste que le recours à la notion vague de "mentalité", qualifiée de traditionnelle lorsqu'elle s'exprime par des résistances. Dans cette optique, le développement est conçu comme une sorte de conversion des personnes et du milieu, qu'il serait possible d'obtenir indépendamment des structures sociales en place, par l'action des instances de formation et d'animation, et moyennant des injections massives de crédits. Mais, s'il est vrai que toutes les formations sociales reposent sur des activités identifiables en tant qu'activités économiques, il n'existe pas de rationalité économique qui les transcenderait ; ce sont les formations sociales qui déterminent la rationalité particulière et les formes que prend la production économique en leur sein. La vision d'un développement continu, linéaire et strictement logique, masque l'évolution réelle des rapports entre les formations sociales.

A l'opposé de la position technocratique, qui méconnaît la rationalité propre des sociétés non marchandes, se situe une conception qui valorise unilatéralement les structures sociales héritées de la société précoloniale, et prétend fonder le développement sur une telle base. Les structures et l'idéologie "communautaires" de la formation sociale non marchande pourraient conduire sans rupture aux formes développées du socialisme. Cette conception se réclame parfois des théories du développement

"auto centré" ou "endogène", sans que soit précisé l'articulation entre le milieu concerné par les projets et son environnement. Dans cette optique, les contraintes extérieures ne sont pas réellement prises en considération, mais la volonté politique est investie de la capacité de susciter et d'imposer une évolution autonome. Une telle conception est également inadéquate. D'abord, parce qu'elle ne tient pas compte des contraintes dont la société non marchande est l'objet dans le cadre des rapports de domination qu'elle subit. Ensuite parce que, dans l'environnement économique et politique présent, aucune société ne peut espérer s'assurer la maîtrise de son avenir en se repliant sur des formes périmées des rapports sociaux. Que le développement soit de type capitaliste ou socialiste, il s'insère dans les pratiques sociales contemporaines.

Le survol rapide de ces conceptions contraires du développement laisse entrevoir à quel point l'idéologie peut tenir une place privilégiée dans ce domaine, mobilisant à des fins opposées les facteurs culturels, politiques, voire moraux, et ne tenant pas suffisamment compte des rapports sociaux réels. Mais si l'on refuse les illusions de ces positions idéologiques extrêmes, pour situer les problèmes du développement au niveau du passage de la formation sociale non marchande aux pratiques sociales contemporaines (capitalistes ou socialistes), alors se pose le problème des modalités de ce passage. Parfois, les responsables des politiques de développement attendent même que ces modalités soient définies a priori. La prospective est cependant hasardeuse en cette matière ; et la quasi-impossibilité où l'on se trouve de répondre à cette demande met en évidence, au-delà des problèmes techniques, la dimension essentiellement politique du développement. Le changement social est en réalité commandé par l'ensemble des pressions qu'exercent les diverses instances sociales locales et internationales -au plan économique, social et politique, comme au plan culturel. De ce fait, le développement s'inscrit inévitablement dans un contexte marqué par de multiples antagonismes, et ne peut se réaliser qu'au travers de processus dialectiques qu'il importe de maîtriser. Pour n'être pas aléatoires, ceux-ci ne sont pas tout à fait déterminés pour autant ; et pour cette raison, les actions menées en vue du développement constituent des enjeux majeurs entre les formations sociales concernées, et entre les divers groupes qui les composent. Quelle qu'elle soit, une politique de développement doit par conséquent, pour se donner des chances de succès, appréhender avec précision ces enjeux, évaluer les rapports de force en

présence, ainsi que les stratégies des divers groupes sociaux qui s'affrontent. Il lui faut pour cela s'appuyer sur une connaissance précise du milieu auquel elle s'adresse, et sur l'analyse des résistances et des changements qu'elle suscite au fur et à mesure de sa mise en oeuvre.

J.M. KOHLER et P. PILLON
Nouméa, 1983.